

## Mexique: action urgente - basta de répression au Chiapas

06-04-2010

ACTION URGENTE contre la séquestration, torture, menaces et déplacements forcés d'adhérents à l'Autre Campagne.

Espoir Chiapas se joint au Centre des Droits de l'homme Frayba et diffuse en Français l'action urgente émise par ce dernier dans l'ejido de Jotola, adhérent de l'Autre Campagne ou les paramilitaires ont torturé, séquestré, menacé et déplacé plusieurs compañeros dont des mineurs d'âge.

Nous vous proposons de prendre connaissance des actions qui s'y sont déroulés puis de faire pression contre les autorités mexicaines et leur envoyer une lettre de protestation en Espagnol.

YA BASTA LA REPRESSION AU CHIAPAS  
LES ZAPATISTES NE SONT PAS SEULS  
SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES INDIGENES

Explication et dénonciations des faits  
Envoyer la lettre en espagnol aux autorités du Mexique  
Traduction en français de la lettre à envoyer  
Personne à qui envoyer la lettre  
Compléments d'informations

Explication et dénonciations des faits:

MERCI A VOUS DE LIRE LE CONTEXTE CI-DESSOUS

MERCI A VOUS D'ENVOYER LA LETTRE AUX CONTACTS DONNÉS A LA FIN DU TEXTE.

ACTION URGENTE JOTOLA, MUNICIPALITE DE CHILON, CHIAPAS, MEXIQUE

\* Séquestration, torture et menaces de mort contre Rosa Diaz Gomez et Carmela Sanchez Cruz dans l'ejido de Jotolá par des personnes signalées comme intégrantes de la OPDDIC, organisation paramilitaire.

\*Séquestration aux mineurs d'âge, Mario Sánchez Arcos et Francisco Moreno Mendez, adhérents de l'autre Campagne

\*Déplacement forcé de 18 personnes de l'Ejido de Jotolá de peur de nouvelles agressions.

Le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de Las Casas manifeste sa préoccupation pour la vie et l'intégrité personnel de Madame Rosa Diaz Gomez (que nous appellerons Rosa) la mineure Carmela Sanchez Cruz (que nous appellerons Carmela) et leurs familles respectives, dues aux menaces de morts et de déplacement forcé qu'elles ont reçu de la part de Messieurs Juan Cruz Mendez et d'autres intégrants de l'Organisation Pour la Défense des Droits Indigènes et Paysans (OPDDIC), si elles continuaient à participer au sein de l'organisation L'Autre Campagne

Le 24 mars 2010, selon des témoignages, des adhérents de l'Autre Campagne ont détenu Daniel Moreno Perez, qui avait un ordre d'appréhension (pour les faits qui se sont déroulés le 18 septembre 2009, et qui continue de ne pas être exécuté par le Procureur Général de Justice de l'Etat) a été mis à disposition des autorités ministérielles de Bachajon. Ces dites actions ont décadencé les faits de violence disproportionnée contre Rosa et Carmela que nous allons relater.

Le jour du 24 mars 2010, approximativement à 12.00, les mineurs d'âge Mario Sanchez Arcos et Francisco Moreno Mendez ont été privé arbitrairement de leur liberté par les Messieurs Juan Cruz Mendez (que nous appellerons Juan), Medardo Carmelino Cruz Mendez (que nous appellerons Eleuterio) et Geronimo Demeza Moreno (que nous appellerons Guadalupe). Du fait qu'ils aient réussi à se libérer, leurs agresseurs ont décidé de séquestrer à Rosa. Ce même jour, approximativement à 15.00, un groupe d'approximativement 15 personnes, parmi elle Medardo, Manuel Moreno Perez (que nous appellerons Manuel) Juan Leandro Mendez Hernandez, Alfonso, Eleuterio, Gerónimo et Tello Cruz Cruz (Que nous appellerons Tello), ont entouré la maison de Rosa, et ont commencé à jeter des pierres jusqu'au fenêtre, frappant avec des machettes la maison, où se trouvaient Rosa, Carmela, et 4 autres mineurs d'âge : Magdalena, Rosa, Maximiliano et Nazario. A ce moment les agresseurs ont rompu le verrou de la porte avec une machette, et sont entrés pour détruire la boutique d'épicerie qui se trouvait à l'intérieur de la maison. Face à cette situation Carmela mentionne qu'elle est restée paralysée et ce fut donc Eleuterio qui l'a pris fortement par les cheveux, et il l'a traînée en la portant directement à la maison de Medardo, où ils l'enfermèrent dans les toilettes. Rosa témoigne

que Juan, Geronimo, Medardo et Tello, l'ont pointé avec leurs armes, et par la suite l'ont frappé au visage, les bras, les jambes, le dos, les cotes, l'abdomen, et l'estomac la laissant blessée. Ce fut donc, 4 hommes qui l'ont levée et chacun d'eux l'a tenue par chaque bras, en lui ouvrant les jambes. Plus tard elle fut amenée à la maison de Medardo.

Rosa a manifesté qu'elle est restée inconsciente et quand elle se leva elle était pieds et poings liés. Elle s'est aperçue qu'elle se trouvait dans la maison de Medardo, laquelle se trouve à peu de mètres de la sienne. Dans ce lieu elle reçut des humiliations, menaces de morts avec pour avertissement qu'on la délogera de sa maison dans un délai de quinze jours (c'est à dire le 8 avril). A cet instant, durant la séquestration Rosa a continué à être maltraité avec des coups donnés par Mesdames. María Sánchez Sánchez, María Elena Gómez, López et Ema María Sánchez Gómez.

Le jour du 25 mars, approximativement à 13h30, Rosa et Carmela ont été remises par leurs agresseurs à une commission de fonctionnaires de gouvernement de l'Etat dirigé par M. Ledín Méndez Nucamendi, délégué du gouvernement de Chilon et son opérateur politique connu comme Lic. Ventura, M. José Arturo Zenteno Gutiérrez, coordinateur du ministère public de Bachajón appartenant au ministère public de la justice indigène. Les dits fonctionnaires de manière délibérée ont omis de donner foi et certifier les conditions physiques et psychologiques dans lesquelles ont été libérées Rosa et Carmelia, tout comme procéder à la détention in flagranti des agresseurs.

A partir de ces faits de violence généralisée dans l'ejido de Jotola, se sont déplacés par peur d'être agressés: Ricardo Sánchez Luna, son épouse Enriqueta Gómez Santiz et leurs fils : Maikon Pakal Sánchez Gómez, Sami Santiago Sánchez Gómez et Cesar Augusto Sánchez Gómez; Isabel Moreno Miranda, son épouse Anita Méndez Aguilar et leurs enfants: Marcos Moreno Méndez et Francisco Moreno Méndez; Mario Sánchez López et leur fils Mario Sánchez Arcos; Isaías Sánchez Arcos, son épouse Hilaria Pérez Jiménez et leur fils: Mario Josué Sánchez Pérez et Saraí Sánchez Pérez; Marcelina Arcos Pérez; Debora Sánchez Arcos et Marcela Noemí Sánchez Arcos.

Face à cette situation, ont été violés les droits à l'intégrité personnelle tout comme l'établi l'article 5 de la convention américaine des droits de l'homme (pacte de San José), la convention inter américaine pour prévenir et sanctionner la torture, et la convention inter américaine pour prévenir et éradiquer la violence contre la femme (BELEM DO PARA) dans son article 4, incise B et D, tout comme le droit à la liberté et la sécurité personnelle comme le montre la constitution politique des Etats Unis Mexicain ( article 16, 18, et 19) et le pacte international des droits civils et politiques (article 9) et la convention américaine sur les droits de l'homme (article 5 et 7) ; le droit à l'habitat établi par la constitution politique des Etats Unis Mexicain (art. 4) et dans le pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (art.11 premier paragraphe), droit à la prévention et à la protection contre les déplacements établis dans les principes recteurs des déplacements internes.

Face à la gravité de ces faits contre Rosa, Carmela, Mario Sánchez Arcos, Francisco Moreno Méndez, leurs familles, et les personnes déplacés, nous exhortons la communauté nationale et internationale d'exiger des autorités mexicaines que :

\*Soient punis, conformément au droit, les responsables matériels et intellectuels de la privation arbitraire de la liberté et que soient punis les agressions contre Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz, Mario Sánchez Arcos et Francisco Moreno Méndez;

\*Soit engagée la responsabilité pénale et/ou administrative des fonctionnaires publics qui par action et omission ont contribué à ce que s'exécute la violence exercée contre Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz, Mario Sánchez Arcos et Francisco Moreno Méndez.

\*Que soit garanti l'intégrité et la sécurité personnelle de Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz Mario Sánchez Arcos, Francisco Moreno Méndez et leurs familles face aux menaces de mort aux déplacements forcés et de violences de la part de Medardo Carmelino Cruz Méndez, Manuel Moreno Pérez, Juan Cruz Méndez, Leandro Méndez Hernández, Alfonso Cruz Cruz, Eleuterio Cruz Cruz, Gerónimo Demeza Moreno et Tello Cruz Cruz;

\*Soit garanti l'intégrité et la sécurité personnelle des personnes déplacées et que soit mise des mesures préventives en application qui donne les conditions pour un retour sûr, dans l'ejido de Jotola.

## ANTECEDENT:

Dans diverses dénonciations des adhérents de l'Autre Campagne de Jotolá, il est mentionné que le jour du 13 août 2009 durant la nuit ils ont blessé avec une machette le cheval de Rosa.

Aussi, il y a eu des menaces de la part de Mme María Hernández López, disant qu'il y aurait un bain de sang dans l'éjido de Jotolá.

Le 19 août 2009, dans l'éjido de Jotolá ont été reçu des menaces de la part des intégrants de la OPDDIC menée par Juan Cruz Mendez et ces trois frères Rogelio, Guadalupe et Medardo en plus de Gerónimo Demeza Moreno qui tiraient avec leurs armes contre les adhérents de l'Autre Campagne.

Le 18 septembre 2009, des agresseurs signalés comme des intégrants de l'OPDDIC et avec des armes à feu ont violé l'intégrité personnelle de Ricardo Lagunes, défenseur des droits de l'homme, en plus d'être intégrants de L'Autre Campagne de Jotolá. Les agresseurs étaient Agustín Hernández Santis (il portait et a tiré avec un fusil); Guadalupe Cruz Méndez (il portait un rifle calibre 22 et un pistolet, il a tiré et blessé Carmen Aguilar); Medardo Cruz Méndez (il portait un rifle calibre 22), Miguel Gómez Hernández (il portait un rifle calibre 22 de 16 cartouches semi-automatique); Manuel Moreno Pérez (il portait une machette et un bâton); Daniel Moreno Pérez (il portait un pistolet); Rogelio Cruz Méndez (il portait un fusil); Eva Guzmán Hernández; Ernestina Guzmán Hernández; Margarita Miranda Pérez; María Sánchez Sánchez; Ofelia Cruz Jiménez; María Hernández López; María Elena Gómez López; Ema María Sánchez Gómez; Juana Sánchez Gómez; Juan Cruz Méndez (il portait un pistolet); Leandro Méndez Hernández.

Le 3 novembre 2009, on a été détenu Mr Juan Cruz Méndez, Rogelio Cruz Méndez, Guadalupe Cruz Méndez et Agustín Hernández Santis, pour les faits du 18 septembre 2009 pour privation illégales de la liberté, tentative d'homicide et lésions. Cependant ils ont été libérés de façon arbitraire le 11 novembre 2009 pour « manque de preuve. »

**NOUS VOUS DEMANDONS D'ENVOYER LA LETTRE EN ESPAGNOL CI DESSOUS AUX DIFFERENTS ORGANISMES PUBLIQUES DU MEXIQUE - traduction de la lettre en français ci dessous--**

Nom et adresse à qui vous envoyer cette lettre  
Lieu et Date

Sr. (Nom de la personne indiquée)

Por medio de la presente quiero (emos) manifestar mi (nuestra) preocupación por el Secuestro, tortura y amenazas de muerte a Rosa Díaz Gómez y Carmela Sánchez Cruz en el ejido Jotolá por personas señaladas como integrantes de la OPDDIC, el secuestro a los menores de edad Mario Sánchez Arcos y Francisco Moreno Méndez adherentes a La Otra Campaña y el desplazamiento forzado de 18 personas del ejido Jotolá por temor a nuevas agresiones.

Ante esta situación considero (amos) que la acción y omisión del Estado mexicano ante las constantes denuncias y hechos que se han venido sucediendo en el ejido de Jotolá, y que derivaron en violaciones graves a los derechos humanos y que podrían suceder en hechos lamentables, tiene que ser atendida de inmediato.

En este contexto me (nos) preocupa por la vida e integridad personal de la Sra. Rosa Díaz Gómez, la menor Carmela Sánchez Cruz y sus respectivas familias, debido a las amenazas de muerte y desalojo forzoso que recibieron por los Sres. Juan Cruz Méndez y otros integrantes de la Organización Para la Defensa de los Derechos Indígenas y Campesinos (OPDDIC); en caso de continuar participando dentro de la organización La Otra Campaña.

Ante esta situación se violaron los derechos a la integridad personal así como lo establece el artículo 5 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos (Pacto de San José), la Convención Interamericana para Prevenir y Sancionar la Tortura y la Convención Interamericana para Prevenir y Erradicar la Violencia contra la Mujer (Belem do Pará) en su artículo 4, inciso b y d; así como el derecho a la libertad y seguridad personales como lo marca la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos (artículos 16,18 y 19) el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos (artículo 9) y la Convención Americana sobre Derechos Humanos (artículo 5 y 7).

Ante los hechos, anteriormente narrados exijo (imos):

- Se castigue, conforme a derecho, a los responsables materiales e intelectuales de la privación arbitraria de la libertad y de las agresiones en contra de Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz, Mario Sánchez Arcos y Francisco Moreno Méndez;
- Se finque la responsabilidad penal y/o administrativa de los funcionarios públicos que por acción y omisión contribuyeron a que se consumara la violencia ejercida en contra de Rosa Díaz Gómez y Carmela Sánchez Cruz;
- Se garantice la integridad y seguridad personal de Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz Mario Sánchez Arcos, Francisco Moreno Méndez y sus familiares ante las amenazas de muerte, desalojo forzoso y violencia por parte de Medardo Carmelino Cruz Méndez, Manuel Moreno Pérez, Juan Cruz Méndez, Leandro Méndez Hernández, Alfonso Cruz Cruz, Eleuterio Cruz Cruz, Gerónimo Demeza Moreno y Tello Cruz Cruz;
- Se garantice la integridad y seguridad personal de las personas desplazadas y se implementen medidas cautelares que den las condiciones para el retorno seguro al ejido Jotolá.

Atentamente,

Nombre  
Organización

LISTE DES CONTACTS A QUI ENVOYER LA LETTRE

Merci d'envoyer une copie au Centre des Droits de l'Homme FRAYBA, et a l'association Espoir Chiapas.

Lic. Felipe de Jesús Calderón Hinojosa  
 President de la République  
 Residencia Oficial de los Pinos  
 Casa Miguel Alemán  
 Col. San Miguel Chapultepec,  
 C.P. 11850, México DF  
 Tel: (52.55) 2789.1100 Fax: (52.55 ) 5277.2376  
 Correo: felipe.calderon@presidencia.gob.mx

Lic. Fernando Francisco Gómez Mont  
 Ministre du Gouvernement  
 Bucareli 99, 1er. Piso, Col. Juárez,  
 Del. Cuauhtémoc,  
 C.P. 06600 México D.F.  
 Fax: (52.55) 50933414  
 Correo: secretario@segob.gob.mx, contacto@segob.gob.mx

Lic. Juan José Sabines Guerrero  
 Gouverneur Constitutionnel de l'Etat du Chiapas  
 Palacio de Gobierno del Estado de Chiapas  
 Av. Central y Primera Oriente, Colonia Centro, C.P. 29009  
 Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, México  
 Fax: +52 961 61 88088 &ndash; + 52 961 6188056  
 Correo: secparticular@chiapas.gob.mx

Dr. Noé Castañón León  
 Secrétaire Général du Gouvernement de l'Etat  
 Palacio de Gobierno, 2o. piso, Colonia Centro, C.P. 29000  
 Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, México  
 Conmutador: + 52 (961) 61 2-90-47, 61 8-74-60  
 Correo: secretario@secgobierno.chiapas.gob.mx

Lic. Raciél López Salazar  
 Procureur Général de Justice du Chiapas  
 Libramiento Norte Y Rosa Del Oriente, No. 2010, Col. El Bosque  
 C.P. 29049 Tuxtla Gutiérrez, Chiapas  
 Conmutador: 01 (961) 6-17-23-00. Teléfono: + 52 (961) 61 6-53-74, 61 6-53-76, 61 6-57-24,

61 6-34-50

Correo: raciel.lopez@pgje.chiapas.gob.mx

Lic. Raúl Placencia Villanueva  
Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme  
Periférico sur #3469, Col. San Jerónimo Lídice, Delegación  
Magdalena Contreras, Mexico D.F.  
C.P. 10200  
Tel +52 (55)56818125, 54907400  
Correo: transparencia@cndh.org.mx

Envoyer une copie a:

Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, AC.  
Calle Brasil 14, Barrio Mexicanos, 29240 San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, México  
Tel: 967 6787395, 967 6787396, Fax: 967 6783548  
Correo: accionurgente@frayba.org.mx

Association Espoir Chiapas  
Asociacion Esperanza Chiapas  
29 rue Laurence Sarvart,  
CP 75020 Paris, FRANCIA  
Correo: espoirchiapas@hotmail.com  
Site : www.espoirchiapas.com  
TRADUCTION DE LA LETTRE EN FRANCAIS

Nom et direction a qui vous envoyer la lettre  
Lieu, et date

Mr, (Mettre titre et fonction)

Par le biais de la présente, nous voulons manifester notre préoccupation au sujet de la séquestration, la torture et les menaces de morts sur Rosa Diaz Gomez et Carmela Sanchez Cruz dans l'éjido de Jotolá par les personnes signalées comme intégrante de l'OPDDIC, la séquestration d'enfants mineurs Mario Sánchez Arcos et Francisco Moreno Méndez, adhérents de l'Autre Campagne, et le déplacement forcé de 18 personnes de l'éjido de Jotolá par peur de nouvelles agressions.

Face a cette situation, je considère que l'action et l'omission de l'Etat mexicain face aux constantes dénonciations et faits qui ont eu lieu successivement dans l'éjido de Jotolá et qui ont dérivé en violation grave des droits de l'Homme et qui pourront se terminer en faits lamentables, doit être pris en compte immédiatement.

Dans ce contexte je suis préoccupé pour la vie et la sécurité personnelle de Mme Rosa Díaz Gómez, la mineure Carmela Sánchez Cruz et leurs familles du aux menaces de mort et a l'expulsion forcée qu'ils ont reçu de la part de Mr Juan Cruz Méndez et d'autres intégrants de l'organisation pour la défense des droits indigènes et paysans (OPDDIC) s'ils continuaient à participer au sein de l'organisation de l'Autre Campagne.

Face a cette situation ont été violé les droits a l'intégrité personnelle tout comme l'établi l'article 5 de la convention américaine des droits de l'homme (pacte de San José), la convention inter américaine pour prévenir et sanctionner la torture, et la convention inter américaine pour prévenir et éradiquer la violence contre la femme(BELEM DO PARA) dans son article 4, incise B et D, tout comme le droit a la liberté et la sécurité personnelle comme le montre la constitution politique des Etats Unis Mexicain ( article 16, 18, et 19) et le pacte international des droits civils et politiques (article 9) et la convention américaine sur les droits de l'homme (article 5et 7) ;

Face a ces faits, antérieurement narrés, nous exigeons

\*Soient punis, conformément au droit, les responsables matériels et intellectuels de la privation arbitraire de la liberté et que soient punis les agressions contre Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz, Mario Sánchez Arcos et Francisco Moreno Méndez;

\*Soit engagée la responsabilité pénale et/ou administrative des fonctionnaires publics qui par action et omission ont contribué a ce que s'exécute la violence exercée contre Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz,

\*Que soit garantie l'intégrité et la sécurité personnelle de Rosa Díaz Gómez, Carmela Sánchez Cruz Mario Sánchez

Arcos, Francisco Moreno Méndez et leurs familles face aux menaces de mort aux déplacements forcés et de violences de la part de Medardo Carmelino Cruz Méndez, Manuel Moreno Pérez, Juan Cruz Méndez, Leandro Méndez Hernández, Alfonso Cruz Cruz, Eleuterio Cruz Cruz, Gerónimo Demeza Moreno et Tello Cruz Cruz;

\*Soit garanti l'intégrité et la sécurité personnelle des personnes déplacées et que soit mise des mesures préventives en application qui donne les conditions pour un retour sûr, dans l'ejido de Jotolá.

Cordialement,

Nom  
Organisation

#### SUPPLEMENTS D'INFORMATIONS:

\*Association Espoir Chiapas:

- Communiqué du 14.03 : Agressions de militaires sur 3 jeunes tseltales de l'ejido de Jotola  
<http://espoirchiapas.com/LeChiapas/ActualiteChiapas.htm>
- Faits décrits par les habitants de Jotola, et par les observateurs du Centre des Droits de l'Homme Frayba  
<http://espoirchiapas.com/LeChiapas/ActualiteChiapas.htm#jotola>

\*Centre des droits de l'homme FrayBa

- Voir le bulletin N°37 du 12 novembre 2009:  
[http://www.frayba.org.mx/archivo/boletines/091112\\_37\\_agresores\\_defensores\\_ddhh.pdf](http://www.frayba.org.mx/archivo/boletines/091112_37_agresores_defensores_ddhh.pdf)

Dossiers traduits par : Elfifi et Julie pour Espoir Chiapas